Plainte Officielle du Syndicat des Droits de l’Homme pour la Justice (SDHJ) et Comité Citoyen

Ce document-présenté est une **plainte-officielle** posée par le **Syndicat des Droits de l’Homme pour la Justice (SDHJ)** et un **comité citoyen**, visant à dénoncer des crimes graves, notamment des **crimes contre l’humanité**, **génocide**, **détournement de fonds publics**, et bien d’autres infractions.

Contexte et Parties Impliquées

- **Plainte adressée à :**
  1. Cour Pénale Internationale (CPI)
  2. Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH)
  3. Instances judiciaires et administratives en France et outre-mer.
- **Accusés principaux :**
  1. Emmanuel Macron et l’ensemble des présidents, ministres, parlementaires, et membres d’institutions depuis 1958.
  2. Diverses organisations publiques et privées impliquées.

Accusations Principales

- **Infractions reprochées :**
  1. Détournement de fonds publics
  2. Escroquerie en bande organisée
  3. Génocide
  4. Réduction en esclavage
  5. Corruption
  6. Association de malfaiteurs
- **Cibles désignées :**
  1. Banques et organismes de crédit
  2. Administrations publiques
  3. Acteurs économiques et politiques.

Arguments Développés

Haute Trahison et Perte de Souveraineté Nationale

La France aurait été transformée en entreprise dès 1947, sans consultation populaire, entraînant une exploitation abusive de la population et une perte de souveraineté nationale.

Illégalité des Institutions

La Constitution de 1958 (Vème République) et d'autres Constitutions sont qualifiées de non légales, remettant en cause :

- La légitimité des lois
- Les élections
- Les institutions

Exploitation Économique et Sociale

- **Détournements massifs d'argent public** via des mécanismes opaques tels que l'URSSAF.
- **Spéculation financière** impliquant des fonds sociaux.

Répressions et Conséquences Humaines

Les politiques menées sont assimilées à des **crimes contre l'humanité**, causant :

- Des morts prématurées
- Des destructions sociales

Réclamations

- **Rétablissement des droits fondamentaux** pour le peuple.
- **Annulation des décisions** jugées illégitimes.
- **Réparations** pour les préjudices subis par la population.
- Révision des contrats liant la France à des entités économiques internationales et des institutions politiques.

Contenu du Document

Le document inclut :

- Des **preuves et annexes** détaillées.
- Des critiques concernant :
    1. L'éducation nationale
    2. Les lois fiscales
    3. Les analyses économiques
- Une dénonciation globale de ce qui est perçu comme une **exploitation systémique des citoyens** par des élites politiques et économiques.

Conclusion

Cette plainte représente une démarche collective visant à dénoncer des abus systémiques et à exiger

une révision complète des institutions politiques et économiques afin de restaurer la justice et la souveraineté populaire.

Pièce:

plainte_crime_contre_l_humanite.pdf

From:
https://sui-juris.fr/wiki/ - **:Res-sources sui-juris.**

Permanent link:
https://sui-juris.fr/wiki/doku.php?id=dossiers-generaux:plainte-sdhj

Last update: **2025/01/13 21:13**